ANALYSE DES EFFETS DES ORGANISATIONS PAYSANNES DANS LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COMMUNE URBAINE DE TOMBOUCTOU

Fousseyni Balla TRAORE
Tombouctou (Mali), Socio économiste
(0023) 76 20 36 69/66 20 87 05
fousseynit251@gmail.com
Ousmane AHMADOU
Agroéconomiste domicilié à Tombouctou (Mali)
(0023) 76 39 66 39/ 60 67 88 88
ousmaneahmadou2@gmail.com

Résumé

L'objectif de cet article est d'apprécier les effets des organisations paysannes dans le développement économique de la commune urbaine de Tombouctou. Une méthodologie participative et inclusive a été utilisée pour obtenir les données primaires. Les données quantitatives ont été collectées auprès de 317 exploitants dans 3 exploitations rizicoles. Les résultats montrent que le niveau de contribution des organisations paysannes dans le développement économique est en deçà des objectifs escomptés. Cette insuffisance de résultat s'explique par des problèmes de gestion, de gouvernance des parties prenantes. Cet état de fait constitue un obstacle d'amélioration à l'efficacité théorique et pratique dans le développement économique de la commune de Tombouctou en particulier et du Mali en général.
***Mots clés** : développement, développement local, développement économique, organisation paysanne.*

Abstract

The objective of this article is to assess the effects of peasant organizations in the economic development of the urban commune of Timbuktu. A participatory and inclusive methodology was used to obtain primary data. Quantitative data were obtained from 317 farmers on 3 rice farms. The results show that the level of contribution of peasant organizations to economic development is below the expected objectives. This insufficient result is explained by problems of management and governance of the parties involved. This state of affairs constitutes an obstacle to improving theoretical and practical efficiency in the economic development of the municipality of Timbuktu in particular and Mali in general.
***Keywords:** development, local development, economic development, peasant organization.*

Introduction

Le développement économique est l'ensemble des transformations structurelles, quantitatives et qualitatives conduisant à une amélioration du bien-être d'une société. Il a commencé à être examiné au début du

vingtième siècle. Ces recherches ont connu un essor formidable au lendemain du second conflit mondial avec l'indépendance intervenue à la charnière des années cinquante et soixante. Il s'agissait alors d'analyser les causes du sous-développement et de rechercher les stratégies appropriées pour apporter les changements nécessaires.
Nombreux sont les pays d'Asie et de l'Afrique pris au piège du retard technologique, de l'explosion urbaine et de l'utilisation abusive des matières premières non transformées.
L'option de ces pays semble être le choix de réduire leur taux de natalité tout en modernisant leur économie par l'augmentation du contenu technologique. C'est dans ce contexte que ces pays cherchent à trouver l'eldorado, c'est-à-dire à atteindre le développement économique et social. C'est ce qu'ils recherchent depuis plus de 50 ans.
En conséquence, tout pays dépourvu pourra difficilement demeurer un Etat souverain viable en raison des pressions externes des pays donateurs, devenant ainsi un Etat mendiant. Un tel pays ne pourra éviter ce sort qu'en entreprenant un effort national visant à accroitre la productivité alimentaire et à diminuer autant que possible les importations et l'aide. Ces pays doivent éviter d'être des États qui recevront de l'aide et les importateurs de produits alimentaires.
C'est pourquoi les politiques visant à améliorer les conditions de vie des populations ont été élaborées et conduites pour assister techniquement et financièrement ces pays en voie de développement au titre de l'aide internationale par les organisations internationales. Ces diverses politiques d'aide au développement ne sont pas parvenues à supprimer la pauvreté ; au contraire, les inégalités se sont aggravées et les écarts sont accentués. Ceci est dénoncé par plusieurs auteurs, dont (Hancock, 1989). Pour lui, le seul impact mesurable des décennies d'aide au développement a été de transformer « des survivants tenaces en dépendants impuissants ».
Le Mali est dans ce lot, son économie est de 1,7 % à 5,8 % en 2014. Malgré les efforts du gouvernement et de ses partenaires, la crise politique et sécuritaire de 2012 a enregistré le niveau de la pauvreté de 41.7% en 2011 à 42.7% en 2012. L'amélioration réelle du PIB (4,5% en 2013)[1] est une progression de 27% du riz et de 9,9% d'autres cultures

[1]INSTAT sur demande de l'ODHD/LCP dans le cadre de l'étude « Effets économiques et financiers de la crise sécuritaire et politique de 2012 au Mali ».

vivrières. Les produits de l'extraction (essentiellement de l'or) ont progressé de 7,5%.
Toutefois, la crise a affecté le secteur des BTP, avec une baisse de 20% (l'agro-industrie et l'industrie manufacturière ont reculé chacune de 10%).
La situation macroéconomique du Mali en 2014 est marquée par une consolidation de la croissance du PIB réel prévu de 5.8% contre 1,7% en 2013. Cette croissance est tirée de l'agriculture à (9.4%), grâce aux performances du sous-secteur agricole (en hausse de 13%), qui a enregistré des performances consécutives.
L'activité est aussi stimulée par le secteur tertiaire (4.8%), avec un regain d'activités dans les transports et les télécommunications (7.4 %) et du commerce (3%). En revanche, le secteur secondaire a enregistré une contre-performance en 2014 (1.8 % contre 5.5% en 2013), même si les branches agroalimentaires, l'énergie et le bâtiment, et les travaux publics (BTP) ont connu des croissances respectives à 12.2%, 10% et 5%, grâce à la reprise de l'économie. Le déficit du compte courant (dons inclus) a enregistré un taux de (6.2%) en 2014 par rapport à 2013.
En effet, depuis son indépendance, des expériences sont tentées pour l'application des plans de développement.
La priorité étant accordée au développement agricole. Mais, le Mali a adopté, en 1992, le Schéma directeur qui prévoit des axes d'intervention dont la réalisation de la politique de protection de l'environnement, la Stratégie Nationale de Développement de l'Irrigation et le Programme d'Infrastructures Rurales pour l'atteinte du développement du secteur agricole.
Il s'est fixé l'objectif de combattre l'extrême pauvreté et de supprimer l'insécurité alimentaire. Toutes ces stratégies concourent à prouver que les pouvoirs publics recherchent des solutions au « mal développement » des populations. Évidemment, après un demi-siècle d'indépendance, l'agriculture du Mali n'a pas atteint l'autosuffisance alimentaire malgré ce recentrage de sa politique de développement rural.
C'est pourquoi le Mali a réalisé suivant des approches participatives depuis la décennie 90 avec l'avènement de la démocratie en 1991. Les réformes sont faites. Elles sont importantes sur les modalités d'accès à la terre et à la naissance des associations/organisations. Il s'est ensuivi un très grand engouement pour l'accaparement des OCB suite au désengagement de l'Etat par l'installation du marché soutenu par des

partenaires techniques et financiers agricoles en harmonisant des collectivités à ce système. Enfin, nous assistons à l'élaboration des politiques et institutions de développement : la loi d'orientation et des textes pour la lutte contre la pauvreté, en un mot, le développement humain durable.

Les OP se caractérisent par l'appui significatif et considérable de leur productivité, de l'accroissement de leur capacité à pouvoir construire des objectifs et développer des instruments dont elles ont besoin pour atteindre leur développement. Elles facilitent la découverte relationnelle et des capacités collectives des OP. Parlant de Tombouctou, l'on note une situation quasi désastreuse d'un passé assez récent due essentiellement aux multiples effets sécuritaires par les terrorismes, les banditismes, etc., mais également aux conséquences de la COVID-19 et aux effets néfastes des changements climatiques.

Les organisations paysannes deviennent ainsi un outil de promotion à l'initiative privée. Progressivement, au terme de 1980, elles sont devenues un outil efficace pour combattre la pauvreté et l'inégalité. En 30 ans, les organisations paysannes vont connaître une croissance importante à Tombouctou 272[2]. Ces organisations paysannes sont nées de la volonté de s'unir, de développer un système financier agricole, au regard des difficultés qui leur sont imposées dans la réalisation de leurs activités.

Ainsi, l'agriculture du cercle de Tombouctou porte sur deux activités principales : la riziculture et le maraîchage. La riziculture est pratiquée par des organisations paysannes (Koriomé, Daye et Hamadia) qui se trouvent sur le territoire d'Alafia et le maraîchage est aussi pratiqué à Alafia. Dans le souci d'atteindre les objectifs de la production pour le bien-être, les acteurs et les partenaires investissent pour obtenir son développement économique. Les plaines sont aménagées par l'Etat et ses partenaires (FENU, PNUD, BAD, Coopération Suisse) qui accompagnent et encadrent les OPA pour valoriser ces terres durant des décennies.

Mais, cette agriculture est dans l'impasse d'atteindre ses objectifs assignés. Au niveau institutionnel, une faiblesse des acteurs et de ces partenaires se montre. Les redevances et les crédits de campagne agricole souffrent d'acquittement. Le système de microcrédit de la BNDA est insuffisamment développé pour un appui financier des exploitants. Le transport des ouvriers agricoles jusqu'aux plaines est difficilement assuré.

[2] SLDSES : service local du développement social, économique et solidaire, 2024

Les exploitants ont des problèmes avec leur technologie, leur technique et la technologie qui fonctionnent peu. Ces exploitants sont vulnérables pour diriger des projets innovants. La gestion environnementale est difficile, ce qui explique la pauvreté, l'inégalité et la santé critique des bras valides.

Face à ces problèmes, nous avons pris l'initiative d'apporter notre contribution pour les résoudre. Ce problème complique aux exploitants à s'inscrire dans des organisations paysannes pour pouvoir améliorer leur productivité et garantir la sécurité alimentaire.

Notre apport sera de faire une analyse empirique des effets des organisations paysannes sur la production, la disponibilité alimentaire et les pratiques environnementales pour la campagne 2023-2024 des OP opérant dans la riziculture à Tombouctou. Ces problèmes ainsi soulevés sont autant des problèmes d'ordre structurel, organisationnel et matériel qui conditionnent le bien-être des contribuables citoyens. L'objectif de cette étude est d'aider les organisations paysannes dans l'amélioration du développement économique du cercle de Tombouctou.

L'ancrage l'article s'appuie sur deux (2) théories : la physiocratie (François Quesnay) porte sur la productivité naturelle au XVI siècle. Elle est suivie par (Tinbergen, 1942) et (Solow, 1957) et la structuraliste et de dépendance Samir (Amin, 1970).

1. Méthodologie

La méthodologie participative et andragogique est pratiquée pour obtenir les informations requises à notre problématique. Elle a impliqué toutes les parties prenantes (les services techniques de l'Etat, les élus et les exploitants des OP) par la méthode quantitative nécessaire pour expliquer les **effets des organisations paysannes dans le développement économique**. Les variables suivantes sont mises en exergue : la production et la productivité et les pratiques environnementales des organisations paysannes (Daye, Koriomé et Hamadia) qui opèrent dans la riziculture. Les méthodes sont des explications de cause à effet dans l'analyse d'un problème. Ainsi, nous adoptons la démarche déductive avec une approche hypothético-déductive. Introduite par (Whewell, 1837)) puis développée par (POPPER, 1934)), l'approche hypothético-déductive consiste à des propositions hypothétiques issues d'observations et/ou d'analyse et de

déduire des conséquences logiques. Pour apporter des réponses aux questions, il nous a adopté la méthode de recherche empirique, mobilisant des outils et de l'économétrie pour traiter les données collectées sur notre échantillon d'étude.

2. Site de l'étude

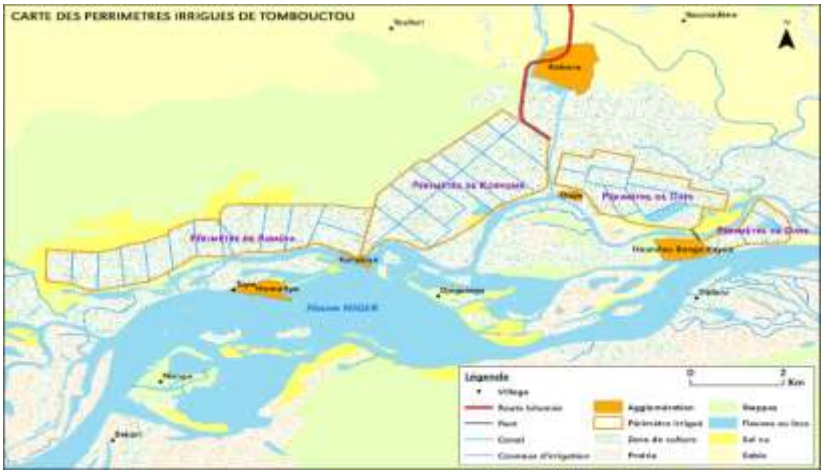
Le développement étant complexe et multidimensionnel doit se focaliser sur les organisations à la base pour dynamiser les relations socio-économiques. Ainsi, en cohérence avec notre thème les trois organisations paysannes sont prisées. Le choix s'est porté sur des coopératives qui opèrent exclusivement dans la riziculture.
Elles assurent l'économie des ménages c'est à dire elles constituent le moteur de l'économie spécifiquement dans la sécurité alimentaire et l'obtention des revenus[3]. Ainsi, cette étude s'est réalisée dans le cercle de Tombouctou particulièrement dans les plaines de : Daye, Hamadia et Koriomé.

3. Choix des zones d'étude

Le lieu étant un facteur déterminant comme la pertinence, la cohérence et la faisabilité. Le choix du cercle de Tombouctou dans la région s'explique d'abord par l'insécurité grandissante, il est impossible de se déplacer librement dans sans menace d'attaque djihadiste de façon récurrente. Les plaines sont proches des villages, ses risques d'insécurité sont faibles.
Ensuite, ces 3 coopératives agricoles sont dans le cercle de Tombouctou et les exploitants des plaines sont des ménages urbains et ruraux.

[3] PDSEC, commune urbaine de Tombouctou, 2016

Carte géographique : Daye, Hamadia et Koriomé



Source : IGM, 2025

4. Calcul de l'échantillon ménage

La population mère est celle du cercle de Tombouctou. Elle est constituée des services Techniques de l'Etat (Agriculture et environnement), des partenaires, des élus chargés de l'environnement à la mairie, des membres du cercle de Tombouctou.
Les trois (3) types échantillonnages : échantillonnage organisationnel, géographique et démographique sont choisis.
Ainsi, l'échantillonnage organisationnel : l'idée centrale de notre problématique porte sur l'endogène. Le développement étant complexe et multidimensionnel doit se focaliser sur les organisations à la base pour dynamiser les relations socio-économiques. Ainsi, en cohérence avec notre thème les trois organisations paysannes sont prisées. Le choix s'est porté sur des coopératives qui opèrent exclusivement dans la riziculture. Elles assurent l'économie des ménages c'est à dire elles constituent le moteur de l'économie spécifiquement dans la sécurité alimentaire et l'obtention des revenus.

En outre, l'échantillonnage géographique, le lieu étant un facteur déterminant comme la pertinence, la cohérence et la faisabilité. Le choix de la collectivité de Tombouctou s'explique d'abord par l'insécurité grandissante, il est impossible de se déplacer librement dans sans menace d'attaque djihadiste de façon récurrente d'où le cercle de Tombouctou dont son risque d'insécurité est faible aux autres circonscriptions administratives.
Ensuite, les coopératives agricoles sont dans le cercle de Tombouctou et les exploitants des plaines sont des ménages urbains et ruraux.
En fin, l'échantillonnage démographique, l'idéal pour cette analyse était d'écouter toute la population. Mais notre capacité physique, nos moyens matériels et financiers pour cette recherche sont limités. L'échantillonnage aléatoire à choix raisonné est choisi.
Cet échantillonnage à choix raisonné et aléatoire a permis de collecter sur les facteurs aggravants l'insécurité alimentaire dans le cercle de Tombouctou.
Ne pouvant exhaustive, l'étendue du milieu d'étude, de la multiplicité et de l'insuffisance de moyen matériel et financier, l'enquête a été un questionnaire administré auprès de l'ensemble de l'échantillon.
Nous avons opté pour un échantillonnage représentatif et ciblé de 10% des membres des trois organisations paysannes (3170). En effet, 317 sont les cibles. Ils ont répondu avec satisfaction aux questionnaires car ces trois plaines sont connues par tous occupant de la ville.

Tableau 1 : échantillon de recherche par Organisation Paysanne

Nom des OP	Effectif OP	Pourcentage à enquêter	Pourcentage retenu
Daye	637	10%	64
Hamadia	1356		135
Koriomé	1177		118
Total	3177		317

Source : Auteurs, 2025

En somme, pour la collecte des données, nous avons ciblé 317 agriculteurs (services techniques, élus et membres des OP) pour répondre au questionnaire sur l'analyse d'effets des organisations

paysannes sur le développement économique de la commune urbaine de Tombouctou.
Cet échantillon est choisi en fonction de notre capacité physique, économique et financière et géographique.

5. Collecte des données et traitement

Notre recherche, nous avons opté pour une méthode quantitative. Il s'agit d'organiser les questionnaires avec les acteurs clés et les documents politiques de l'étude. L'objet de ces questionnaires avec les acteurs clés (les élus communaux, les membres OP, et les services techniques.) était de recueillir les avis sur les facteurs aggravants l'insécurité alimentaire dans la région de Tombouctou par les variables la production et la productivité et les pratiques environnementales des organisations paysannes du cercle de Tombouctou.
Les enquêtés se sont déroulées face à face et individuellement car l'envoi des questionnaires aux enquêtés de façon libre est très difficile à Tombouctou pour éviter toutes sortes de négligence, des rendez-vous interminables, d'être cible djihadiste et d'égarement du questionnaire.

6. Résultats et discussion

6.1. Résultats

R1 : le rendement des exploitants ne respecte la productivité requise par superficie à 85%.

Le premier résultat c'est-à-dire 85% des exploitants enquêtés n'atteignent pas la norme de productivité requise par superficies disponible selon les normes scientifiques (agronomiques). Nous constatons que ce résultat affirme l'existence des pratiques d'agriculture extensive alors pour l'obtention des normes demandées une technicité de taille et les ressources suffisantes sont requises pour l'agriculture intensive.
Ce résultat est un indicateur de facteurs aggravants de l'insécurité alimentaire à Tombouctou car sans une productivité à base, avec un taux élevé de la démographie dans les campagnes, les déficits vont toujours persistés, ce qui entrainera un sous-développement. Il interpelle à diagnostiquer le bien-fondé du problème pour appliquer les mesures correctives pour une productivité à la norme par les exploitants. Pour atteindre la norme de productivité, l'effort des acteurs est sollicité par des

appuis conseils, des équipements et matériels, de l'infrastructure et la bonne gouvernance.

R2 : Les 100% des exploitants rencontrent des difficultés à appliquer les pratiques environnementales dans leurs exploitations.

Sur les 317 cibles de l'étude soit les 100% affirment que la production suffisante est impossible actuellement avec les techniques naturelles dans les exploitations. Cette position compromet la santé et l'économie viable. Les différents produits artificiels et chimiques utilisés par les organisations paysannes sont négatifs sur l'espèce vivante et les hommes. Ensuite, la productivité est absente sans ressources appropriées pour assurer. Les exploitants nous confient que les pratiques environnementales sont des coûts dont ils ne disposent pas pour la gestion optimale de l'environnement et leurs statuts de vulnérabilité sont des handicaps à Tombouctou. Aussi, il faut noter qu'une production pérenne est exclusivement liée à la valorisation et aux respects des principes environnementaux. Ces règles sont des conditions nécessaires pour asseoir un développement durable. Donc, ce résultat est une alerte pour les Agriculteurs, les artisans, les acteurs privés et publiques à changer de comportement, d'action, de stratégie durable pour les pratiques environnementales et pour sauver l'humanité.

6.2. Discussion

R1 : le rendement des exploitants ne respecte la productivité requise par superficie à 85%.

Ce résultat porte sur analyse les déterminants favorables à alimentaire des paysans. Être dans une organisation paysanne peut réduire l'insécurité alimentaire, c'est pourquoi les paysans accompagnés s'organisent.

La disponibilité en attelage (charrues, arrosoirs, matériel motorisé.) est capitale. Ce résultat est partagé par plusieurs auteurs. Les différents programmes de mécanisation de l'agriculture mis en œuvre entre 1960 et 1990 par la mécanisation attelée et celle motorisée ont obtenu des résultats au-dessus des attentes ((Millar, et al., 2002)). Ces pays sont actuellement de grands producteurs et des leaders mondiaux en exportation de machines agricoles.

Le niveau primaire des paysans ne favorise pas la sécurité alimentaire, ce qui s'explique par son effet négatif. Le capital propre affecte

positivement. C'est-à-dire les paysans détenteurs de ressources propres sont moins vulnérables face l'insécurité alimentaire.
Mais, (Maffione, et al., 2015), utilisent l'approche de la fonction de production et l'approche du rendement et contrôlent des terres agricoles, l'imperfection des facteurs et l'erreur d'exploitation pour identifier dans deux pays (Inde et chine). Les associations d'agriculteurs accroîtront leur accès aux supports d'information, au capital de la technologique en apportant des avantages aux membres pour la production. Elles améliorent en augmentant les revenus.
En fin, (Ngugi & Kariuki, 2009)) atteste que l'adhésion aux organisations permet d'obtenir des droits fonciers, d'améliorer l'accès à la vulgarisation pour renforcer leur pouvoir de négociation à la production, à la transformation et à la commercialisation des produits agricoles et d'élevage. L'adhésion à ces groupes apporte aux agriculteurs et favorise leur bien-être général.

R2 : Les 100% des exploitants rencontrent des difficultés à appliquer les pratiques environnementales dans leurs exploitations.

Ce résultat explique de l'analyse des déterminants sur des pratiques environnementales. Ils montrent que les formations ou encadrements accordées ont des effets positifs et très significatifs. Certains auteurs trouvent un résultat contraire. Cependant, ils constatent que cette situation est semblable à l'échelle locale où l'exposition aux dangers environnementaux, socio-économiques défavorisés sont courants. Ces derniers vivent dans des milieux pollués sans l'éducation et sans accès au pouvoir nécessaires pour agir (Hill, 2003). La production octroyée par les organisations paysannes affecte positivement les pratiques dans les exploitations. Avoir plus d'un an d'expérience développe des pratiques environnementales, surtout des exploitants. Ceci peut s'expliquer par des formations et des accompagnements. Les activités principales des paysannes (agriculture) leurs favorisent à mener de meilleurs de protection environnementale.
Les semences influencent négativement et significativement les pratiques environnementales, cela est l'utilisation excessive des semences améliorées. Cependant, les semences végétales ont contribué et continuent à améliorer l'alimentation tout en réduisant le coût des intrants, les émissions et la déforestation.

Conclusion

L'objectif principal de cet article est d'apprécier les effets des organisations paysannes dans le développement économique dans le cercle de Tombouctou en évaluant le rendement des exploitants par la satisfaction de normes de productivité par superficie et les pratiques environnementales dans les exploitations rizicoles.
La méthodologie participative a été utilisée par l'implication des parties prenantes. En épistémologie, une approche positiviste et l'usage des modèles Tobit et probit sont choisis. Les collectes des données sont faites respectivement avec l'analyse documentaire et le questionnaire. Nous avons mis en exergue un questionnaire pour des résultats (résultats descriptifs et économiques) suivants :
Le rendement des exploitants ne respecte des normes de productivité requise par superficie à 85% ;
Les 100% des exploitants rencontrent des difficultés à appliquer les pratiques environnementales dans leurs exploitations.
L'originalité provient du contexte de crise actuelle de l'Afrique sahélienne en générale et en particulier au Mali. Il s'agit de rompre avec la gouvernance classique au profit de celle locale durable. Ces pays sont dans l'analyse critique des stratégies de développement occidentale imposées des indépendances à nos jours pour des besoins réels soulignés par leurs populations afin d'obtenir un développement économique durable. Aussi, les collectivités sont prisées pour assurer le développement économique.
Au-delà de cette évidence, un intérêt scientifique, les études consacrées aux organisations paysannes ont l'avantage d'enrichir et d'actualiser les travaux du monde universitaire. Ils portent sur des questions peu explorées par les chercheurs africains en général et des Maliens en particulier. Notre sujet, tel qu'il a été libellé, met en évidence les organisations paysannes et la décentralisation aux intérêts scientifiques. En outre, nous insistons sur l'importance du développement économique qui se relève comme une « discipline carrefour » dont un des atouts est l'ouverture aux autres disciplines pour un enrichissement constant. Ainsi, cette recherche a un intérêt fondamental pour la compréhension de l'amélioration des conditions socio-économiques des membres des organisations paysannes dans le contexte de satisfaction de

la production agricole pour assurer la sécurité alimentaire, en application des pratiques environnementales.
L'intérêt pratique porte sur l'éclairage qu'il apporte aux praticiens pour concevoir et pour réaliser. Par conséquent, les acteurs du développement local doivent posséder des compétences portantes sûres et tournées vers le local.
Les résultats de cette recherche orienteront les acteurs de la décentralisation et des organisations paysannes dans la conception, le suivi-évaluation, la prise de décision et un changement de comportement économique local durable pour atténuer l'insécurité alimentaire.

Bibliographie

Amin, 1970. A universal law for high-temperature diffusion controlled transient creep. Journal of the Mechanics and Physics of Solids, pp. Pages 413-426.
Amin, S., 1970. Development and Structural Change: The African Experience, 1950-1970. pp. 203-223.
INSTAT sur demande de l'ODHD/LCP dans le cadre de l'étude « Effets économiques et financiers de la crise sécuritaire et politique de 2012 au Mali ».
Hancock, 1989. The power, prestige, and corruption of the international aid business. Lords of poverty: ed. Nowyork: Atlantic MonthlyPress..
Maffione, M. et al., 2015. Forearc hyperextension dismembered the south Tibetan ophiolites. Geology, 6(43), pp. 475-478.
Millar, C. B. et al., 2OO2. EnhancedCpGmutability and tumorigenesis in MBD4-deficient mice. Science, 5580(297), pp. 403-405.
Ngugi, I. K. & Kariuki, D. K., 2009. Correlates of group-membership by small-scale farm entrepreneurs in Kenya. African Journal of Business Management, 1(3), p. 1.
PDSEC 2016, Commune urbaine de Tombouctou, 47p
POPPER, E.,1934. Überrefraktometrische Untersuchungen der Lösungenvon Salzgemischenundüber Ionendeformationen. ZeitschriftfürPhysikalischeChemie, 25(1), pp. 460-470.
Rapport annuel d'activités 2024, SLDSES Tombouctou, 45P
Solow, R., 1957. Technical change and the aggregate production function. The review of Economics and Statistics,. Published By : The MIT Press, Volume 39(3), pp., 312-320.

Tinbergen, J., 1942. Zur Theorie der langfristigen Wirtschaftsentwicklung. Published By : Springer, Weltwirtschaftliches Archiv, 511-549 (https://www.jstor.org/stable/40430851), p. (39 pages).
Tinbergen, J., 1945. International economic co-operation..
Whewell, W., 1837. Research on the tides. —seventhseries. On the diurnal inequality of the height of the tide, especiallyat Plymouth and at Singapore; and on the Meanlevel of the sea. Philosophical Transactions of the Royal Society of London, VII (127), pp. 75-85.